

Laurent Berger : « La crise remet l'humain au cœur »

Nos vies après le virus. Ouest-France donne la parole à des personnalités, afin de nous éclairer sur cette crise et les changements qu'elle allait apporter. 1^{er} volet avec le leader national de la CFDT.

Entretien

Il n'a pas de manoir sur la côte atlantique, contrairement au patron des patrons, Geoffroy Roux de Bézieux. Laurent Berger, le leader de la CFDT, n'a pas fui Paris pour revenir sur ses terres nazairiennes, là où il a grandi et où vit une partie de sa famille. Il est resté dans son appartement, dans le XII^e, où il est confiné avec femme et enfants, dont son bébé de 18 mois.

Il bosse en télétravail et, entre deux dossiers, prend du temps pour cuisiner, regarder des films et jouer avec les filles. Par chance, dit-il, tous ses collègues qui ont eu le Covid-19 vont désormais bien.



« Nous n'avons pas fini de comprendre ce que nous sommes en train de traverser »

(Photo : OUEST FRANCE)

N'est-ce pas un vœu pieux de croire que cette crise va entraîner nécessairement des changements ?

Il est impossible de repartir comme avant. J'ai malgré tout conscience que deux risques nous guettent : considérer que cette crise était une juste parenthèse ou attendre de façon quasi magique le grand soir. Tous les acteurs, qu'ils soient politiques, patronaux, syndicaux et associatifs auraient tort de considérer que cette crise leur donne raison a posteriori.

Que préconisez-vous ?

Ne nous disons pas d'emblée : « que faut-il faire maintenant ? ». Prenons le temps de l'analyse. Nous n'avons pas fini de comprendre ce que nous sommes en train de traverser. Nous ne devons pas faire l'économie d'une phase de diagnostic collective. Elle ne doit pas se résumer à des échanges au niveau national. Si c'est trop vertical, nous risquons de renforcer ce délitement démocratique.

En attendant ce diagnostic, on reste les bras croisés ?

Bien sûr que non. Même si, encore une fois, une mutation profonde doit être mise en œuvre, des signaux forts doivent être envoyés. Il faudra identifier des mesures immédiates qui soulagent et redonnent confiance. Je pense à la reconnaissance des soi-

gnants et à l'investissement dans l'hôpital public. Mais aussi à la revalorisation de certains métiers aujourd'hui dépréciés.

Même si vous estimez qu'une réflexion, longue et collective, est nécessaire pour analyser cette crise, quels sont les premiers enseignements que vous en tirez ?

Ce qui est incontestable, c'est que les inégalités que nous dénonçons depuis des années trouvent aujourd'hui une acuité supplémentaire. Elles éclatent à la figure. Sur tous les plans. Au niveau du logement, de l'éducation, ou encore des salaires. Les métiers à plus fortes valeurs ajoutées sociales sont ceux qui sont les moins valorisés. Et comme par hasard, ils sont souvent occupés par des femmes.

Cette crise ne bat-elle pas en brèche l'idée du libéralisme comme seul horizon ?

Elle met en lumière la dépendance extrêmement forte des entreprises à la puissance publique. Il ne faudra pas l'oublier ! Et du même coup, cette crise met une fin relative au sentiment d'impuissance politique. Nous nous apercevons de la nécessité d'un État providence. Mais aussi des amortisseurs sociaux qui nous permettent d'éviter des situations catastrophiques. De l'importance des services publics qui ne doivent pas être considérés comme un coût mais comme des services. Il va falloir renforcer la protection sociale.

Tout cela aura un coût ?

Évidemment. Mais nous avons vu que, pour sauvegarder des vies, il a été décidé de mettre l'économie sous cloche. Que la vie a prévalu sur le reste. Cette crise remet donc l'humain au cœur. Cette préoccupation doit impérativement perdurer.

Comment on finance ? On laisse filer la dette ?

Notre boussole ne sera pas la dette. Ou alors nous irons vers des lendemains très noirs. Il existe plusieurs pistes pour dégager des marges de manœuvre. Je pense, notamment, à la création d'un impôt exceptionnel sur des entreprises liées à des secteurs qui n'ont pas été impactés par la crise, voire qui ont réalisé des bénéfices. Nous pouvons aussi orienter l'épargne beaucoup plus largement vers l'investissement socialement responsable. Ou encore soumettre le capital au barème de l'impôt sur le



Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, Confédération française démocratique du travail.

(Photo : OUEST FRANCE)

revenu. Il faut redistribuer les richesses.



« Les écarts de revenus, que nous connaissons aujourd'hui, ne sont plus acceptables. »

(Photo : OUEST FRANCE)

La droite et le patronat risquent de tousser...

Tout d'abord, arrêtons avec l'impôt vu comme punitif. Réhabilitons le consentement à l'impôt, pour financer des services publics. Les écarts de revenus, que nous connaissons aujourd'hui, ne sont plus acceptables. Tout le monde a compris qu'une entreprise, ce n'était pas seulement un capital et un dirigeant. Mais aussi des travailleurs et du dialogue.

S'appuyant sur des courriers que

des grands groupes auraient envoyés aux ministères, le député Matthieu Orphelin accuse le Medef de profiter du confinement pour faire du lobbying anti-écologique. Ça vous inspire quoi ?

Beaucoup d'inquiétudes ! Ce serait une faute majeure de ne pas penser l'économie en y intégrant de vrais changements favorables à la transition écologique. Nous devons combattre ces lobbys qui cherchent à faire reculer, voire annuler, les obligations écologiques.

Vous plaidez justement pour une politique alliant l'écologie et le social ?

C'est ce que défend la CFDT depuis longtemps. Je crains que la question environnementale soit reléguée au second plan. Je suis d'ailleurs marqué par notre rapport au risque. Je vais faire un parallèle, tout en ayant bien à l'esprit qu'actuellement des gens meurent et que des soignants se battent comme des chiens. Face

au coronavirus, dont la propagation est rapide, nous avons décidé que l'économie passerait derrière la vie humaine.

La crise écologique et sociale n'a pas été traitée de cette manière. Or, autant de gens décédaient de la pollution qu'aujourd'hui du Covid-19. Ce qui montre bien que notre rapport au risque est conditionné à la temporalité qui n'est pas la même.



« La classe politique va être déterminante ».

(Photo : OUEST FRANCE)

Pensez-vous que le gouvernement est prêt à changer son logiciel ?

Mais leur logiciel a explosé ! La logique budgétaire était considérée comme l'alpha et oméga ; l'individu plus

fort que le collectif. Le rapport à l'intérêt général a bougé.

Êtes-vous optimiste ?

Je suis préoccupé. Nous avons tous pris une grosse claque. Nous plongeons dans quelque chose que nous ne connaissons pas. Avec tous les risques que ça suppose pour la démocratie. La classe politique va être déterminante. Elle sera ou non à la hauteur. Cette crise va laisser des traces importantes, psychologiques, sociales et économiques. Si l'on veut en faire une opportunité, nous devons absolument sortir de nos précarités, de nos vérités toutes faites. N'oublions pas que l'on crève de nos inégalités sociales. Comme on crève de puiser de façon inconsidérée sur les réserves de la planète.

Recueilli par
Jean-François MARTIN.
jeanfrancois.martin@
ouest-france.fr